



Suivre un accord, c'est bien... Tenir parole, c'est mieux !

Mesdames et Messieurs,



Nous sommes désormais habitués aux pseudo-réformes gouvernementales sans concertation, dont la seule constance est quelles sont frappées du sceau de l'inefficacité et de l'injustice.

Les 3 jours de carence que le gouvernement veut faire passer toucheront plus lourdement les collègues avec de faibles salaires et seront totalement inefficaces pour l'assurance maladie, puisque cela favorise la contamination et invariablement augmente la durée des congés maladie.

Cette décision est donc bien idéologique et nocive, pourtant les autorités ont le toupet de nous parler de *bien-être au travail* (BEAT) et de *dialogue social*.

Il faut vraiment nous prendre pour des fainéants sans la moindre once d'intelligence pour envisager sérieusement ce projet, alors que les parlementaires ont augmenté leurs salaires.

Nous ne supportons plus ce dénigrement des fonctionnaires distillé par une classe politique dont l'unique compétence est de maîtriser l'art de dire des contrevérités habillées d'une apparente logique relevant du bon sens.

Il faut faire des économies ? Les autorités décident de moins rembourser, sans prendre en considération l'impact de la mesure dans son ensemble.

La définition même de la gestion à courte vue...

Nous avons déjà souligné l'iniquité des lignes directrices de gestion (LDG), et vous représentation de la « haute » administration savez bien que cette réforme a entraîné une explosion des recours.

Une preuve parmi d'autres de cette inefficacité qui conduit naturellement à ce qu'une majorité d'entre nous rejette désormais ce travail.

D'ailleurs cette dégradation de nos conditions de travail est présente partout aussi bien dans le public que dans le privé.

Consécutivement à la chute de la motivation, le taux de productivité de la population française diminue, malgré les changements incessants des outils de mesure.

Car nous ne sommes pas dupes et savons bien que ces soi-disant avancées technologiques ne sont là que pour cacher l'ampleur de la baisse en empêchant de faire des statistiques sur des séries longues, et de manière comparée avec nos homologues à l'étranger.

En mai dernier, nous alertions la « haute » administration sur l'exigence d'une reconnaissance pour nos collègues techniciens des systèmes d'information (TSI), aussi bien en matière d'effectifs (respecter le seuil de 1 pour 100 agents), d'indemnitaire que de déroulement de carrière.

Six mois plus tard, il n'y a rien à ce niveau là. Vos engagements ne sont pas respectés.

Aussi, bien que nous soyons arrivés à un accord sur le télétravail avec de réelles avancées pour les collègues, nous ne pouvons cautionner ce dialogue social et nous ne siégerons pas.

Cet exercice n'est là que pour permettre à des politiques complètement déconnectés des réalités de donner une apparence de bonne volonté de dialogue. Notion qui leur est totalement étrangère puisque cela fait des années qu'il n'y a plus de compromis issu d'un dialogue constructif, juste des réunions où seul le rapport de force peut faire varier les projets déjà ficelés qu'on nous soumet.

La délégation SOLIDAIRES Douanes, le lundi 25 novembre 2024